

Paris, le 28/02/2017

**AP-HP, Lyon, Saint Nazaire, Voiron...Les médecins eux aussi, comme les personnels non médicaux ne sont pas d'accord avec ce qu'il se passe dans les hôpitaux, le 7 mars manifestation nationale vers le ministère**

En 2016, la **CME de l'APHP** s'exprimait ainsi : « La commission médicale d'établissement de l'AP-HP exprime sa préoccupation devant la contrainte budgétaire importante renouvelée. La poursuite de ces efforts financiers dans un contexte d'accroissement d'activité fait courir un risque réel sur la sécurité et la qualité des soins dispensés à nos patients dont nous sommes les garants. Tout en soutenant les efforts de la direction générale et en reconnaissant la qualité technique de ses propositions, la CME ne peut dans ces conditions voter le PGFP. »

**A Saint Nazaire**, un appel signé en décembre 2016 de la majorité des médecins titulaires adressé à l' ARH déclare : : « A Saint-Nazaire, nous avons subi une fermeture de 15 lits d'hospitalisation complète depuis mai 2016. Nous constatons dans de nombreux services, une instabilité des équipes paramédicales préjudiciable à la qualité des soins. Nous nous sommes adaptés avec des projets novateurs, mais les efforts demandés à l'ensemble des personnels soignants ont désormais atteint leurs limites. Nous sommes bien conscients que cela découle d'une politique de restriction budgétaire nationale mais nous désapprouvons ces choix politiques qui concernent l'hôpital public et qui vont à l'encontre de notre engagement auprès des patients. »

**A Lyon**, une lettre signée de 166 psychiatres du CHS du Vinatier qui face à cette situation disent : « L'argument le plus entendu est : « nous n'avons pas le choix, si nous ne le faisons pas ce sera pire ». Est-ce que le pire n'est pas déjà là ? Devons-nous accompagner en silence ces mesures de restrictions ? N'est-il pas temps de désapprouver des choix budgétaires et politiques qui vont à l'encontre de notre engagement médical auprès des patients ? Nous avons encore le choix d'affirmer une position clinique, citoyenne et politique, celle de la défense de l'hôpital public et du refus de son démantèlement. L'Hôpital ne peut pas être considéré comme une entreprise et n'a pas vocation à être rentable. Une médecine publique de qualité est un choix de société, un investissement pour lequel une société engage les moyens nécessaires. »

**A Voiron**, médecins et personnels étaient en grève ensemble contre le plan de réduction d'effectif de personnels non médicaux.

**Dans tous les services d'urgences et de nombreux autres**, les médecins dénoncent les conditions d'accueil et de sécurité sanitaire faite aux patients. Les démissions et burn out se multiplient.

Pendant ce temps Marisol Touraine accuse la grippe d'être responsable de la situation de débordement des urgences.

Cette situation ne peut plus durer.

Les milliards d'économies que Marisol Touraine veut faire se font au détriment de la santé de tous, des soignants comme des malades, et cela se paye en vies humaines.

**Ça suffit !**

**Le 7 mars à Paris avec les personnels non médicaux, nous exigerons auprès de Madame Touraine :**

- ✓ **Abrogation de la loi HPST et de la loi Touraine,**
- ✓ **Arrêt de la réduction des effectifs, embauche immédiate des médecins et personnels nécessaires.**
- ✓ **Arrêt de la fermeture des lits**
- ✓ **Arrêt de la politique d'austérité !**

Contact : Olivier Varnet  
olivier.varnet@orange.fr